

Situation financière de l'entreprise :

SITUATION DE L'ENTREPRISE (en K€)	Réel 2006	% CA	Réel 2007	% CA	Réel 2008	% CA	Prév. 2009	% CA
Chiffre d'affaires HT		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
Salaires et charges sociales		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
Excédent Brut d'Exploitation		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
Résultat d'Exploitation		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
Résultat net		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
Amortissements		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
Capacité d'autofinancement								
Immobilisations								
Stocks								
Compte clients								
Ratio clients								
Compte fournisseurs								
Ratio fournisseurs								
Autres dettes et créances nettes								

	A l'origine (N0)	A la date (N) de la demande de subvention	A N-12 mois	Ecart en % N/N0	Ecart en % N/N-12
Montant du capital social				#DIV/0!	#DIV/0!
Montant des fonds propres				#DIV/0!	#DIV/0!

Si l'entreprise est une société où la responsabilité des associés est limitée (société anonyme, société par actions simplifiée, SARL et EURL) : disparition de plus de la moitié du capital social de la société, dont plus du quart perdu au cours des douze derniers mois (joindre tout justificatif)

Si l'entreprise est une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société (société en nom collectif, société en commandite par actions, société en commandite simple et société en participation) : disparition de plus de la moitié des fonds propres la société tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, dont plus du quart perdu au cours des douze derniers mois (joindre tout justificatif)

Banques	Découvert Plafond		Découvert à ce jour		Observations
Banque 1					
Banque 2					
	Montant initial	Date de l'emprunt	Solde à ce jour		observations
			Montant	mensualités	
Emprunt 1					
Emprunt 2					
Emprunt 3					
Crédit-bail en cours					

Dettes fiscales	Déc. 2008 en €	A ce jour en €	
		Principal	Majorations
TVA			
Taxe professionnelle			
Impôts fonciers			
Impôt société			
Recette principale des impôts de :			
Trésorerie de :			
Dettes sociales	Déc. 2008 en €	A ce jour en €	
URSSAF			
Caisse Maladie			
Caisse de retraite			
GARP			
Autres			

N° immatriculation à l'URSSAF			
Coordonnées Caisse maladie			
Coordonnées Caisse de retraite			
Echéancier obtenu :			

Situation juridique de l'entreprise (joindre tout justificatif) :

- Entreprise remplissant les conditions de soumission à l'une des procédures d'insolvabilité suivante
- Redressement judiciaire
 - Liquidation judiciaire
 - Procédure de sauvegarde
- Procédure engagée OUI / NON
- Autres cas :
- Procédure d'alerte
 - Mandat ad hoc
 - Procédure de conciliation
 - Aucun de ces cas, préciser :

PIECES A FOURNIR :

- Le présent formulaire dûment complété, daté et signé et revêtu du cachet de l'entreprise.
- Un extrait d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ou au Répertoire des Métiers (K-bis) édité depuis moins de 3 mois.
- La documentation commerciale de l'entreprise.
- Le plan proposé par l'entreprise.

Conformément aux lignes directrices communautaires du 1^{er} octobre 2004, le plan présenté doit :

- Présenter un historique de la société
 - Présenter l'activité de la société
 - Décrire les faits marquants récents
 - Décrire les circonstances ayant entraîné les difficultés de l'entreprise ;
 - Tenir compte de la situation et de l'évolution prévisible de l'offre et de la demande sur le marché de produits en cause ;
 - Tenir compte des diversifications possibles des produits et de la clientèle
 - Tracer des scénarios traduisant des hypothèses optimistes, pessimistes et médianes (plan financier moyen terme – cf. **ANNEXE 1** ci-jointe),
 - indiquer les forces et faiblesses de l'entreprise, les menaces et opportunités (matrice SWOT – cf. **ANNEXE 2**) ;
 - Avoir pour objectif d'accomplir une transition dans un délai raisonnable vers une situation de viabilité à long terme, la mutation proposée devant couvrir, une fois la restructuration achevée, tous ses coûts, y compris les coûts d'amortissement et les charges financières.
- Les bilans et comptes de résultat des trois derniers exercices.
 - Le détail de la répartition du capital social.
 - Un état des créances et des dettes accompagnées d'un échéancier ainsi que la liste des principaux créanciers.
 - Un état des effectifs consolidés (**ANNEXE 3**) (entreprise et filiales le cas échéant) comprenant :
 - Effectif en équivalent temps plein
 - Nombre de salariés
 - Dont cadres
 - Dont temps plein
 - Dont temps partiel
 - Dont CDI
 - Dont CDD
 - Le relevé d'identité bancaire ou postal du compte sur lequel sera versée la subvention.
 - Tout autre document utile à l'examen de la demande de subvention, en fonction de la situation de l'entreprise, par exemple :
 - Requête(s) déposée(s) auprès du Tribunal de Commerce dans le cadre des procédures de prévention des difficultés des entreprises (requête aux fins d'ouverture d'une procédure de conciliation, demande de mandat ad hoc, etc.)
 - Copie de décision(s) du tribunal de commerce (ordonnance, jugement...)
 - Liste des aides publiques obtenues les 3 dernières années ou en cours d'obtention (date, origine, montant et objet)
 - Situation intermédiaire certifiée exacte par l'expert comptable ou le commissaire aux comptes de l'entreprise en vue de démontrer qu'au moment de la demande d'aide régionale, l'entreprise se trouve bien dans l'une ou l'autre des 3 situations prévues par la règlementation européenne (régime notifié Aide d'Etat n°386/2007), à savoir :
 - Pour les entreprises où la responsabilité des associés est limitée (société anonyme, société par actions simplifiée, SARL et EURL) : disparition de plus de la moitié du capital social de la société, plus du quart de ce capital ayant été perdu au cours des douze derniers mois ;
 - Pour les entreprises dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société (société en nom collectif, société en commandite par actions, société en commandite simple et société en participation) : disparition de plus de la moitié des fonds propres de la société tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, plus du quart ayant été perdu au cours des douze derniers mois ;
 - Pour toutes les formes d'entreprises (PME) : remplir les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité (redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou sauvegarde), même si ces procédures n'ont pas encore été formellement engagées.

ANNEXE 1

Plan financier moyen terme

SITUATION DE L'ENTREPRISE (en K€)	Prév. 2009			Prév. 2010			Prév. 2011			Prév. 2012		
	bas	médian	haut	bas	médian	haut	bas	médian	haut	bas	médian	haut
Chiffre d'affaires HT												
Salaires et charges sociales												
Excédent Brut d'Exploitation												
Résultat d'Exploitation												
Résultat net												
Amortissements												
Capacité d'autofinancement												
Immobilisations												
Stocks												
Compte clients												
Ratio clients												
Compte fournisseurs												
Ratio fournisseurs												
Besoin global de financement												

ANNEXE 2

Matrice SWOT

<i>Interne</i>	FORCES +	FAIBLESSES -
<i>Externe</i>	OPPORTUNITES	MENACES

ANNEXE 3

Effectifs

			Prévisionnel			
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Direction						
Administratifs						
Commercial						
R&D						
Logistique						
Services techniques de production						
Directs de production						
Autres						
Total des effectifs	0	0	0	0	0	0

Dont

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cadres						
Non cadres						
Total	0	0	0	0	0	0
CDI						
CDD						
Total	0	0	0	0	0	0
Temps plein						
Temps partiel						
Total	0	0	0	0	0	0

France

Cadres
Non cadres

International

Cadres
Non cadres